

L'endettement des ménages européens de 1995 à 2002

Le Comité consultatif du Conseil national du crédit et du titre (CNCT) a fait procéder à une étude conduite par l'Observatoire de l'épargne européenne sur l'endettement des ménages européens de 1995 à 2002.

L'étude consiste en une analyse comparative de l'endettement des ménages en Europe, fondée sur les comptes nationaux harmonisés selon les normes européennes du SEC 95 et sur certaines statistiques complémentaires provenant d'associations professionnelles nationales, européennes et de banques centrales nationales. Elle porte sur les encours d'endettement des ménages européens, la structure de l'endettement selon la durée et sa nature, la charge du crédit pour les ménages européens, la relation entre endettement et placement, ainsi que sur une comparaison de l'endettement des ménages européens avec celui des ménages américains et japonais. On trouvera ci-après une synthèse des principaux développements de cette étude.

*Direction des Études et des Statistiques monétaires
Secrétariat du Conseil national du crédit et du titre*

NB : Cette étude a été publiée en janvier 2004 et la version intégrale est disponible sur le site de la Banque de France.

1. L'endettement total des ménages européens

Globalement, l'endettement des ménages, mesuré par habitant ou en proportion de leur revenu disponible brut (RDB), est très variable selon les pays. En Europe, pour l'année 2002, il s'élevait en moyenne à 18 000 euros par habitant, soit 110 % du RDB. Deux pays se distinguent par un endettement nettement plus élevé que la moyenne : le Danemark (près de 32 000 euros par habitant) et les Pays-Bas (plus de 28 000 euros). Dans ces deux pays, la dette des ménages représente près de deux fois leur revenu disponible brut. L'Italie est le pays où les ménages sont les moins endettés (5 284 euros en moyenne). La France se place au rang suivant, avec une dette inférieure à 10 000 euros par habitant et un ratio d'endettement inférieur à 60 % du revenu disponible brut des ménages.

Endettement par habitant et en pourcentage du revenu disponible brut (RDB)

	Endettement par habitant 2002 (2001) (en milliards d'euros)	Encours d'endettement 2002 (2001) (en pourcentage du RDB)
Allemagne	18 507	111,5
Autriche	10 917	66,1
Belgique	9 812	60,6
Danemark (2001)	31 832	194,2
Espagne	9 422	86,4
Finlande	9 266	72,4
France	9 592	59,4
Italie	5 254	34,1
Pays-Bas	28 301	198,2
Portugal (2001)	8 025	105,2
Royaume-Uni	23 186	120,2
Suède	16 293	113,6
Europe (a)	17 963	109,6

(a) Moyenne des pays représentés, pondérée par les encours d'endettement totaux en 2001

Sources : Comptes nationaux, OCDE

En termes d'évolution, l'endettement a faiblement augmenté en France et en Allemagne entre 1995 et 2002 (respectivement de 4,3 % et 3,7 % en moyenne annuelle), alors qu'il s'est fortement accru aux Pays-Bas (12,6 %) et surtout en Espagne (14,8 %).

Le Royaume-Uni et l'Italie sont dans une position intermédiaire, avec un taux de croissance annuel moyen identique de 8,6 %. La France est le seul de ces six pays où, à la fois, l'encours d'endettement et sa progression sur la période récente sont faibles.

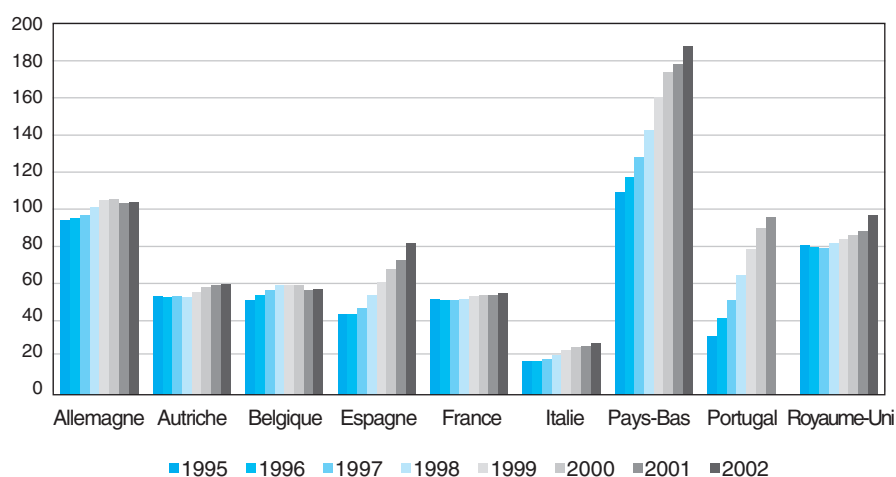
2. Structure de l'endettement selon la durée et la nature

2.1. Maturité de la dette

L'endettement des ménages est principalement contracté à long terme¹. Le recours à cette forme de financement a augmenté de manière significative tout au long de la période 1995-2002 en Espagne, au Portugal et aux Pays-Bas. Dans ce dernier pays, le ratio de l'encours de crédit à long terme par rapport au revenu disponible atteignait le niveau très élevé de 177,5 % en 2001. L'endettement à long terme y était en corrélation avec la flambée du coût de l'immobilier (par ailleurs significative également dans les autres pays). Le Portugal, qui était en début de période sur un modèle « italien » de faible recours au crédit à long terme, se trouve en 2001 beaucoup plus proche du modèle britannique.

Encours de crédit long terme

(en pourcentage du revenu disponible brut)



Source : Comptes nationaux

La part des crédits à court terme, définis comme les crédits d'une durée initiale inférieure à un an, représente, en général, moins de 10 % de l'encours (7,6 % en France), sauf au Royaume-Uni (19,4 %) et en Italie (18,1 %). Mais l'exception italienne est imputable plutôt à la faiblesse de l'endettement à long terme qu'à l'importance du crédit à court terme. Depuis 1995, cette part est plutôt stable, voire en régression, dans l'ensemble des pays européens, sauf au Royaume-Uni.

¹ L'endettement à long terme est défini par les normes SEC 95 de comptabilité nationale comme celui qui résulte de crédits dont la maturité initiale est supérieure à un an.

Part du crédit à court terme dans l'endettement des ménages en 2002

	(en pourcentage)
Allemagne	6,9
Autriche	9,6
Belgique	5,9
Espagne	5,7
France	7,6
Italie	18,1
Pays-Bas	5,3
Portugal (2001)	8,9
Royaume-Uni	19,4
Europe (a)	10,0

(a) Moyenne des pays représentés, pondérée par les encours d'endettement totaux en 2001

Source : Comptes nationaux

Selon la Fédération hypothécaire européenne, les maturités des prêts commercialisées par l'ensemble des établissements en 2001 sont, au Royaume-Uni, comprises entre 2 ans et 5 ans et, en Italie, supérieures à 10 ans. À l'inverse, en France, en Allemagne et aux Pays-Bas, les maturités vont jusqu'à 20 ans, tandis que celles au Danemark sont supérieures à 20 ans.

Maturités de crédits hypothécaires proposées

	Danemark	France	Allemagne	Italie	Pays-Bas	Royaume-Uni
2-5 ans	1	1	1	1	1	1
5-10 ans	1	1	1	1	1	2
10-20 ans	1	1	1	2	1	2
20 ans et +	1	2	2	2	2	3

1 : maturités activement commercialisées auprès du grand public

2 : maturités commercialisées par certains établissements seulement

3 : maturités non commercialisées

Source : Fédération hypothécaire européenne

2.2. Nature de la dette

L'augmentation des prix de l'immobilier explique, en grande partie, l'accroissement de l'endettement des ménages européens dans la deuxième partie de la décennie. En 2002, les prêts ont, dans tous les pays, pour objet principal le financement de l'habitat (71,6 %), puis des biens de consommation (17,8 %) et des produits autres (10,6 %). La part de l'encours des ménages consacrée au crédit à la consommation varie très sensiblement d'un pays à l'autre, allant de 4,8 % aux Pays-Bas à 39,9 % en Autriche. Cette part se situe dans une position intermédiaire en Suède (21,9 %), en France (20,2 %), en Irlande (18,9 %) et au Royaume-Uni (18,3 %).

Répartition de l'encours des crédits aux ménages selon leur objet en 2002*(en pourcentage)*

	Consommation	Logement	Autres	Total
Allemagne (a)	16,0	51,7	32,2	100,0
Autriche	39,9	49,4	10,7	100,0
Belgique	13,6	74,6	11,8	100,0
Danemark	7,1	83,7	9,2	100,0
Espagne	14,7	68,1	17,2	100,0
Finlande	7,0	65,4	27,6	100,0
France	20,2	59,0	20,8	100,0
Grèce	31,0	67,4	1,6	100,0
Irlande	18,9	76,7	4,4	100,0
Italie	14,9	41,5	43,6	100,0
Pay-Bas	4,8	87,9	7,3	100,0
Portugal	9,5	77,9	12,6	100,0
Royaume-Uni	18,3	78,3	3,4	100,0
Suède	21,9	65,0	13,1	100,0
Union européenne	17,8	71,6	10,6	100,0

(a) Pour l'Allemagne, les statistiques correspondent aux trois catégories suivantes :

- crédits à la consommation aux ménages (hors entrepreneurs individuels)
- crédits au logement aux ménages (hors entrepreneurs individuels)
- autres : crédits aux entrepreneurs individuels

Sources : European Credit Research Institute (ECRI) (sauf pour l'Allemagne),
Banque fédérale d'Allemagne

3. La charge du crédit pour les ménages européens

Les données relatives au remboursement des crédits sont partielles. Elles permettent, cependant, de constater que la charge du crédit pour les ménages n'a pas augmenté autant que l'encours d'endettement, grâce à la baisse des taux d'intérêt et à l'allongement de la durée des prêts. En France, en Italie et au Royaume-Uni, la charge du service de la dette aurait même baissé.

Le taux d'intérêt apparent des prêts existants a convergé vers 6 %-7 % dans tous les pays de la zone euro. Il est sensiblement plus élevé au Royaume-Uni. Dans ce pays, les ménages cumulent plusieurs facteurs qui alourdissent le poids du crédit : l'encours de l'endettement y est plus élevé, le poids relatif des crédits y est plus fort et les taux d'intérêt y sont plus élevés que dans le reste de l'Europe.

4. Endettement et placements

L'analyse comparative des tableaux de financement des ménages montre, pour l'année 2001, une certaine substituabilité entre l'épargne et le recours au crédit. Deux exceptions méritent néanmoins d'être signalées : aux Pays-Bas, l'épargne et le crédit sont importants, situation inverse au cas de la Finlande. Pour sa part, la France se caractérise par l'existence d'une épargne importante (15,9 % du RDB des ménages en 2001) et un taux de recours au crédit faible (2,6 %), tandis que, au Royaume-Uni, les ménages épargnent peu (5,7 % du RDB) et s'endettent beaucoup (11,2 %). Les Pays-Bas et le Portugal se singularisent par la coexistence de forts

taux d'épargne (respectivement 15,7 % et 10,6 % du RDB) et de recours au crédit (17,4 % et 13,9 %) pour financer d'importants placements financiers (19,6 % et 18,2 %) et des investissements physiques (13,3 % et 10,4 %).

Financement brut des ménages en 2001

(en pourcentage du RDB)

	Ressources				Emplois		
	Taux d'épargne brut	Taux de recours au crédit	Transferts et ajustements statistiques	Total	Taux d'investissement physique	Taux de placement financier	Total
Pays-Bas	15,7	17,4	- 0,3	32,8	13,3	19,6	32,8
Portugal	10,6	13,9	3,9	28,4	10,4	18,2	28,4
Italie	15,5	2,4	7,3	25,2	10,1	15,1	25,2
Espagne	9,8	9,8	1,8	21,4	10,2	11,3	21,4
Belgique	15,0	0,3	6,0	21,3	9,1	12,2	21,3
France	15,9	2,6	0,7	19,2	8,5	10,8	19,2
Allemagne	15,8	1,5	1,4	18,7	10,3	8,4	18,7
Finlande	9,2	4,1	4,6	17,9	6,4	11,5	17,9
Royaume-Uni	5,7	11,2	0,0	16,9	5,9	10,8	16,9

NB : Les pays sont présentés dans l'ordre décroissant de leur taux d'accumulation.

Source : Comptes nationaux, calculs de l'Observatoire de l'épargne européenne – Études

En 2002, le taux d'épargne annuel était sensiblement égal en Allemagne (16,2 % du RDB), en France (16,7 %) et aux Pays-Bas (14,6 %). Toutefois, d'importantes divergences existent en ce qui concerne les taux de recours au crédit (respectivement 1,1 %, 3,6 % et 19,4 % des RDB des ménages des trois pays concernés).

Financement des ménages en 2002

(en pourcentage du RDB)

	Ressources				Emplois		
	Taux d'épargne brut	Taux de recours au crédit	Transferts et ajustements statistiques	Total	Taux d'investissement physique	Taux de placement financier	Total
Allemagne	16,2	1,1	1,2	18,6	9,4	9,1	18,6
France	16,7	3,6	0,8	21,1	8,6	12,5	21,1
Pays-Bas	14,6	19,4	- 0,5	33,5	12,5	20,6	33,5
Royaume-Uni	5,1	14,9	0,2	20,6	6,3	14,9	20,6

NB : Les pays sont présentés dans l'ordre décroissant de leur taux d'accumulation.

Source : Comptes nationaux, calculs de l'Observatoire de l'épargne européenne – Études

5. Comparaison de l'endettement des ménages européens avec celui des ménages américains et japonais

L'analyse comparative internationale montre que les ménages japonais, et surtout américains, sont nettement plus endettés que la moyenne des ménages européens, sauf en ce qui concerne les ménages danois et néerlandais. Par ailleurs, si, depuis 1995, l'endettement nominal des ménages japonais est resté stable (+ 3,6 %), en raison de l'atonie de l'activité économique, il a augmenté de 81,7% aux États-Unis et de 68 % en Europe.

La répartition des crédits selon leur objet est à peu près la même en Europe et aux États-Unis mais, au Japon, les prêts professionnels consentis aux entrepreneurs individuels représentent plus du tiers du total.

Répartition de l'encours des crédits aux ménages selon leur objet en 2002 (en pourcentage)

	Consommation	Hypothèque	Autres	Total
États-Unis « <i>Households</i> » (a)	22,0	68,9	9,1	100,0
États-Unis « <i>Personal sector</i> » (b)	16,0	65,5	18,5	100,0
Europe (c)	19,0	71,6	9,4	100,0
Japon	11,2	54,7	34,1	100,0

(a) Cette notion exclut les entrepreneurs individuels.

(b) Cette notion inclut les entrepreneurs individuels, ainsi que l'équivalent des SARL françaises, qui sont classées parmi les sociétés non financières dans le SEC 95.

(c) Données relatives à l'année 2001 pour l'Europe (Source : ECRI)

Sources : données nationales pour les États-Unis et le Japon

Endettement des ménages en 2002

	En pourcentage du PIB	En euros par habitant
États-Unis « <i>Households and Nonprofit organisations</i> »	80,2	27 530
États-Unis « <i>Personal sector</i> »	95,7	32 867
Europe (a)	50,1	16 116
Japon	67,2	20 359

(a) Moyenne pondérée : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède.

Source : Comptes nationaux

Enfin, le tableau précédent souligne que, en 2002, l'endettement des ménages était plus élevé aux États-Unis et au Japon (mars 2003 pour le Japon) qu'il ne l'était en Europe.

La présente étude est une contribution à la réflexion sur l'endettement des ménages dans une perspective de comparaisons internationales.

Plusieurs prolongements seraient souhaitables :

- il conviendrait d'étudier et de comparer, entre les différents pays européens, la nature des prêts, selon qu'ils sont à taux fixes ou à taux variables. En effet, ce complément d'étude permettrait de déterminer qui, des ménages ou des intermédiaires financiers, porte le risque de taux d'intérêt ;
- il serait intéressant de compléter cette étude, qui porte principalement sur des agrégats de comptabilité nationale, par une étude micro-économique permettant de connaître la concentration de l'endettement et le profil des emprunteurs, d'un côté, et des investisseurs, de l'autre.